



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Une politique agricole mal orientée

Ce n'est pas le rythme, mais la direction qui pose problème

La loi sur l'agriculture a passé la rampe du Conseil national à une courte majorité. Certains se réjouissent des modifications apportées à la PA 2011 alors que d'autres, dont Uniterre, ont le sentiment que les parlementaires sont passés une fois de plus à côté du sujet. Il est vrai que les dés sont bien souvent jetés avant que la loi ne passe en plénière; on assiste alors surtout à un match gauche-droite plutôt décevant qui se résume à qui gagnera un vote sur une proposition de minorité, qui augmentera le budget et qui supprimera quelques aides par ci par là. Le «combat» a donc essentiellement tourné autour du rythme de la réforme plutôt que sur son orientation.

Ce n'est pas la première fois qu'on vit, lors des débats agricoles, des situations paradoxales: d'une part la droite appelle à plus de soutiens de l'Etat et demande pour l'agriculture ce qu'elle refuse systématiquement aux autres secteurs et d'autre part, la gauche implore plus de marché, de concurrence et de libéralisme. L'agriculture se trouve prise en otage de débats techniques et stériles qui passent complètement à côté du débat de fond sur l'avenir et le rôle de notre agriculture. A quelques exceptions près, et pour des raisons très diverses, les partis se sont affrontés de manière relativement «monolithique». Heureusement, le tableau n'est pas complètement noir et nous avons pu apprécier, ici et là, les prises de position de certain-e-s député-e-s essentiellement romand-e-s qui ont su ne pas suivre les mots d'ordre de leurs partis: à gauche en ne cherchant pas à sacrifier systématiquement l'agriculture sur l'autel du libre-marché et à droite en ne soutenant pas certaines propositions démagogiques. Comme nous avons déjà pu le constater auprès des consommateurs, des syndicats ouvriers ou parmi les ONG, les représentant-e-s romand-e-s se



Le 28 février, 2'000 fermes sur la place fédérale pour le dépôt de la pétition contre PA 2011.

positionnent de manière moins dogmatique que leurs collègues d'outre-Sarine. Nous pouvons estimer que le travail de sensibilisation d'Uniterre commence lentement à porter ses fruits. Le revers de la médaille c'est qu'un travail similaire semble faire défaut en Suisse allemande et qu'il faudra donc y remédier.

Autre aspect désolant de ces débats: les partis politiques toujours prompts à récupérer à leur propre compte - et souvent à dénaturer - le concept de «souveraineté alimentaire», semblent l'avoir oublié au vestiaire du Palais fédéral. Lorsqu'il a fallu voter son intégration dans la loi sur l'agriculture, la proposition a été acceptée par 14 député-e-s... contre 145. Pourtant, de nombreuses organisations paysannes et de consommateurs l'avaient appelée de leurs vœux lors de la consultation fin 2005. Nous

aimerions savoir si les partis qui disent soutenir ce concept dans leur programme politique, et les députés notamment agricoles qui se gargarisent depuis quelques temps de ce terme, étaient à leur affaire lors du vote? Il semble que la Suisse soit plus frioleuse que le Mali, le Venezuela ou le Népal qui ont déjà intégré ou vous introduire ce concept dans leur Constitution.

Trois options s'offrent aujourd'hui à nous: s'accommoder de la réforme de PA 2011 et chercher à en arrondir les angles par le biais des ordonnances. Prendre une position défensive et lancer un ou plusieurs référendums dès cet été. Prendre une position prospective et lancer une initiative populaire pour préparer le terrain de PA 2015... ou 2019. Les débats sont ouverts!

Uniterre



Lait

AG d'EMB à Bruxelles

Page 2



Marché paysan

10 ans!

Page 4



Nyeléni

De retour du forum

Page 6



PA 2011

La suite

Page 7

MARCHÉ LAITIER EUROPEEN

AG de l'European Milk Bord (EMB) à Bruxelles: Objectif 2007, représenter 50% du lait européen!

Plus d'une quinzaine d'organisations provenant de 12 pays d'Europe se sont données rendez-vous à Bruxelles les 9 et 10 mars pour l'assemblée générale d'EMB. Les organisations présentes, toutes représentées par des producteurs, se sont fixées l'objectif suivant pour 2007: regrouper 50% du lait européen. Uniterre était représenté à cette assemblée par Jacques Barras et Nicolas Bezençon.

Lors de l'assemblée générale d'EMB qui s'est déroulée les 9 et 10 mars à Bruxelles, les représentants des organisations membres se sont donnés comme objectif pour 2007 de regrouper 50% des quantités de lait coulées aujourd'hui en Europe (EMB en regroupe 20% actuellement). Afin d'arriver à remplir cet objectif, les membres ont approuvé une ligne budgétaire augmentée en conséquence. Chaque organisation membre devra verser l'équivalent de 5 euros par producteur qu'elle représente. Ceci devrait permettre à EMB de se constituer en véritable plate-forme européenne de coordination (en vue d'une grève du lait par exemple), de pression envers les autres acteurs des filières et d'information auprès des médias.

50% du lait européen, le président est confiant !

Romuald Schaber, le président d'EMB et représentant des 30'000 producteurs de l'organisation allemande BDM était très optimiste quant à la réalisation effective de l'objectif des 50%. «Actuellement, la revendication des 40 centimes d'euro par kg de lait passe de mieux en mieux dans les campagnes européennes. Avec les prix du lait pratiqués actuellement plus aucune exploitation n'arrive à tourner; qu'elle produise 60'000 kg ou 1'000'000 de kg de lait par an. Aujourd'hui, les producteurs sentent qu'ils doivent reprendre leur destin en main et se rallier autour de revendications communes. Dans quelques années, les quotas laitiers seront progressivement abandonnés en Europe, il est donc vital que les producteurs s'organisent pour maîtriser le marché afin que celui-ci puisse être rémunérateur! Il ne faudrait pas que l'on se retrouve, en Europe, avec des centaines d'organisations de producteurs liés plus ou moins directement à l'industrie de transformation. Cela serait le début de la fin de la maîtrise de l'offre et donc de toute négociation

de prix! Aujourd'hui, de plus en plus de producteurs sont prêts à aller jusqu'au bout pour obtenir des prix sur le marché, quitte à stopper les livraisons de lait! Des organisations comme la notre et comme beaucoup d'autres en Europe enregistrent actuellement d'importantes augmentations de membres toujours plus déterminés! Dans ces conditions, atteindre les 50% de la production laitière est donc clairement envisageable, mais il reste du travail!».

Prochaines étapes pour EMB, communication auprès des principaux acheteurs de lait

Durant les prochains mois, les organisations membres d'EMB vont commencer à informer les principales laiteries du marché sur les objectifs et les revendications des producteurs. Le but étant d'être le plus clair et transparent possible au sujet des revendications, sans pour autant rentrer dans en phase de négociation. «Celle-ci devrait intervenir dans la seconde moitié de l'année» a déclaré Sieta van Keimpema, la présidente adjointe du Dutch Dairy Board (Hollande). «Nous devons les informer sur notre vision du marché, sur notre système de rémunération et sur nos revendications de prix. Ensuite, nous leur poserons la question sur ce qu'ils sont prêts à faire pour aller de l'avant avec nous...». «Nous devons montrer aux acheteurs que les producteurs de lait en Europe sont prêts à assumer leur responsabilité pour prendre en main le marché du lait européen! Nous devons arbitrer les quantités à produire et faire appliquer les lois de l'offre et de la demande. Nous avons besoin de protection significative contre les importations extra-européennes à prix cassés, nous devons nous baser sur le concept de la souveraineté alimentaire» a déclaré E. Halbmayr d'IG-Milch et représentant autrichien au comité d'EMB.

Le Luxembourg rejoint EMB

Lors de cette assemblée, des producteurs luxembourgeois ont annoncé la très récente création d'une nouvelle organisation qui regroupe pour l'instant plus de 300 producteurs. Ils ont comme ambition de créer une véritable plate-forme de négociation du lait au Luxembourg. Ils désirent regrouper le plus de producteurs possible et surtout arriver à représenter plus de 50% du lait produit au Luxembourg. Ils ont d'ores et déjà annoncé leur adhésion à EMB.

pour la simple et bonne raison qu'il ne représente pas directement des quantités de lait. Cependant, il n'est pas impossible que cela change. Si un groupe constitué ou une organisation de producteurs se décidait à rentrer dans le cercle EMB, Uniterre serait prêt à redéfinir sa position. Une des idées serait d'y inscrire la commission lait ou créer une commission spéciale! De plus, si le projet de lait équitable devait se réaliser, les producteurs qui y participeraient seraient bien-entendu tenus d'y adhérer! Dans tous les cas, si participer à EMB vous intéresse, manifestez-vous!

Nicolas Bezençon



Niels Lund, du LDM danois. Le Danemark possède les plus grosses exploitations laitières d'Europe avec un contingent moyen de 800'000kg de lait. Les prix européens actuels du lait ne parviennent pas non plus à subvenir aux besoins de ces exploitations...

La France, aujourd'hui la grande absente !

Un autre grand défi pour 2007 sera de faire adhérer une organisation française à EMB. Pour différentes raisons, ce pays n'a pas encore de représentants officiels à EMB. Or la France est un pays extrêmement important pour la suite des opérations. En plus d'être le plus gros producteur de lait d'Europe, sa situation géographique en fait une charnière indispensable pour la diffusion des revendications d'EMB vers le Sud de l'Europe et les pays de tradition latine, notamment l'Espagne et le Portugal

En Suisse romande, que fait-on ?

Actuellement, le syndicat Uniterre n'est pas officiellement membre d'EMB



Fredy de Martinez (à gauche) et ses collègues de la nouvelle organisation de producteurs du Luxembourg.

Les organisations de producteurs de lait membres d'EMB

- Pour l'Allemagne:
ABL: www.abl.ev.de
BDM: www.bdm-verband.de
- Pour l'Autriche
IG-Milch: www.ig-milch.at
- Pour l'Italie:
APL della Pinaura Padana
www.aplianurapadana.it
- Pour la Belgique:
BDB: www.belgiandairyboard.be
- Pour le Danemark et la Suède
LDM: www.maelkeproducenter.dk
- Pour les Pays-Bas:
DDB: www.nmv.nu
- Pour le Luxembourg:
Organisation en création
- Pour la Suisse:
BIG-M: www.milchstreik.ch
Le NBKS: www.nbks.ch
- Beaucoup d'autres organisations de France, Suisse, Espagne, Royaume-Uni, Irlande, Ecosse ou encore la coordination paysanne européenne ne sont pas directement membres mais participent aux discussions.



Représentants des organisations membres de l'EMB lors de l'AG de Bruxelles

VITICULTURE

Les copeaux de la colère

En automne dernier, le Conseil fédéral a annoncé que l'utilisation de copeaux dans le vin serait dorénavant autorisée. Cette technique existe déjà dans plusieurs pays, notamment Outre-Mer. L'Union européenne a adopté le principe en 2001 et fixé les spécifications pour l'utilisation en 2005 ; la question de l'étiquetage n'est pas encore tranchée.

Quelle a été la réaction des professionnels en Suisse et quelles pourraient être les raisons de cet assouplissement législatif? Nous avons rencontré René Desbaillets, vigneron-encaveur indépendant à Satigny dans le canton de Genève.

C'est en novembre 2006, pendant la Foire de Genève - où l'agriculture était présente en force - que la décision des autorités suisses a été diffusée par les médias. Elle faisait suite à une mise en consultation de l'ordonnance sur les boissons alcoolisées organisée par l'Office fédéral de la santé publique courant 2006; celle-ci est malheureusement passée quasiment inaperçue. Rares ont été les organisations qui se sont prononcées sur cette consultation et peu se sont opposées à cet assouplissement.

Barrique ou copeaux?

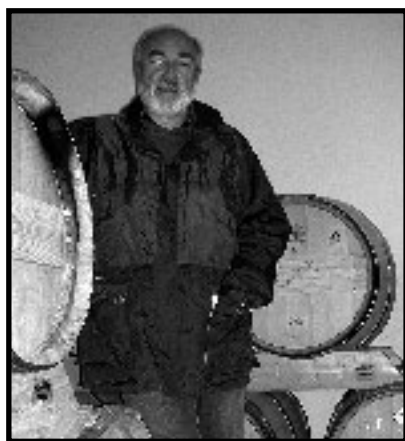
Peut-on différencier les vins élevés en barrique de ceux où des copeaux sont immergés? Les avis des experts divergent. Selon René Desbaillets, la différence notable, du point de vue technique, c'est que la barrique peut être considérée comme un filtre boisé d'échange entre l'air et le vin. Il ne s'agit pas ici «d'aromatiser» le vin, mais d'ouvrir, de mettre en valeur les arômes du vin issus du travail de la vigne et de la cave et bien sûr de l'influence du terroir. Les copeaux, eux, donnent un goût de bois au vin, mais ne renforcent en rien les qualités intrinsèques du vin. Par ailleurs, l'utilisation de cette technique pourrait, à moyen terme, être une porte ouverte à l'aromatisation des vins. Enfin, l'impact économique ne peut être négligé. Une barrique coûte environ 1000.- et contient 300 litres de vin ce qui «renchérit» le litre de 3 francs. Les copeaux sont beaucoup plus économiques. Si la méthode utilisée n'était pas spécifiée, nous nous retrouverions en présence d'une concurrence déloyale.

Vives réactions

A peine sortie, l'information a provoqué de vives réactions à Genève. Les consommateurs, nombreux à la Foire, ont de suite interpellé les vignerons pour leur demander si dorénavant, les vins genevois seraient agrémentés de copeaux. Surpris de cette décision fédérale, les professionnels ont profité de la tenue d'une assemblée de l'Association des Organisations Viticoles Genevoises pour traiter du dossier. Ils ont annoncé un projet de modification du règlement des AOC afin de spécifier que l'utilisation des copeaux était prohibée. De plus, il a été clairement demandé qu'il était nécessaire, pour les vins de catégories II et III, de préciser sur l'étiquette l'utilisation de copeaux.

Pour les vignerons genevois, cette

décision fédérale va à l'encontre des nombreux efforts fournis par les professionnels pour améliorer la qualité des vins en tenant compte des terroirs. Tradition et éthique souffriraient de l'emploi de copeaux. Depuis plusieurs années, les viticulteurs suisses se sont résolument engagés dans la voie de la qualité. Les rendements ont été volontairement réduits, les cépages se sont multipliés, les terroirs se sont mieux exprimés et des efforts écologiques ont été fournis; pour le plus grand bonheur des consommateurs qui découvrent le professionnalisme du secteur.



René Desbaillets au milieu de ses barriques.

Tentatives d'explication

Pourquoi diable veut-on introduire cette méthode en Suisse? C'est ce que beaucoup d'acteurs, professionnels ou consommateurs, se demandent. Certaines pistes peuvent être esquissées. Tout d'abord, il est de bon ton de chercher à réduire les coûts de production. L'utilisation de copeaux pourrait y contribuer. Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier que la Suisse négocie depuis peu un accord de reconnaissance mutuelle avec les USA dans le domaine du vin. L'utilisation des copeaux est une des trois divergences qui existent dans nos législations. Comme les Américains sont les inventeurs et utilisent des copeaux et ne sont pas les plus sensibles aux traditions des terroirs, une autorisation des copeaux en Suisse faciliterait bien les choses. Sachant que nous exportons environ 30'000 litres de vin vers les USA et qu'ils en exportent plus de 7 millions chez nous, nous pouvons facilement déduire qui serait le principal bénéficiaire d'un accord. Nous pourrions également prolonger la réflexion sur l'ouverture des marchés en rappelant que le Cassis

de Dijon devrait pouvoir s'appliquer à ce type «d'accord mutuel». Enfin, les grands distributeurs sont eux aussi des partisans de l'utilisation de copeaux car elle permettrait de réduire le coût de la bouteille. Coop, et Migros via Denner, la verraient d'un bon œil. En effet, pour ces acteurs, c'est surtout le volume de litres vendus plutôt que le prix de base de la bouteille qui importe pour faire leur marge. La pratique la plus courante étant de percevoir une marge relativement fixe par bouteille, s'exprimant en francs et non en pourcentage. Autant se profiler dans la quantité plutôt que la qualité et vendre quelques milliers de litres à 5.- la bouteille, que quelques centaines à 15.- la bouteille.

Résistance ou intérêt?

Soit, il semble que pour une majeure part des vignerons-encaveurs, les copeaux soient décriés. Mais alors pourquoi le front n'a-t-il pas été plus fort et ne semble pas avoir gagné l'ensemble du pays? Dans les milieux viticoles on l'explique entre autres par la «double-casquette» de certains professionnels. En effet, certains encaveurs sont également négociants. Pour eux, avoir accès à des produits moins chers, fabriqués avec des méthodes qui sont par ailleurs reconnues à l'étranger, pourrait bien sûr être tout à leur avantage. Ce qui explique probablement que l'interprofession du vin, même à Genève, n'ait pas encore pris de position ferme et soit toujours en discussion. Dans l'interprofession suisse du vin, les importateurs sont représentés. Beaucoup de négociants utilisent de la matière première suisse et étrangère. Pour eux, baisser les coûts et réduire les «entraves techniques au commerce» par le biais d'accords mutuels, seraient synonymes de marges plus élevées. De plus, la réorganisation en cours du secteur viticole après les récents échecs ne facilite pas les prises de décisions rapides.

Et les consommateurs ?

La FRC a réagi à la décision du Conseil fédéral en estimant que l'absence de mention sur les étiquettes de l'utilisation de copeaux était inadmissible et pouvait être considérée comme de la tromperie au consommateur. Elle attend que cet aspect au moins soit corrigé. Il reste donc aux vignerons et aux consommateurs de s'unir pour appeler à une transparence totale. Si les vignerons sont en mesure de modifier

les règlements AOC, ce n'est qu'avec le soutien actif des consommateurs qu'un étiquetage adéquat et transparent pourra être exigé pour les vins d'autres catégories. Il serait dommage de tirer dans le dos des vins en barrique alors qu'ils ont de l'avenir en Suisse ; d'autant que des essais sont actuellement en cours pour utiliser du bois suisse. Bientôt des vins 100% « local »?

Statistiques trompeuses?

Depuis la mise en place de l'observatoire du vin, il y a quelques années, des statistiques sur la consommation sont publiées. En juin 2006, ces statistiques indiquaient que la consommation de vins suisses avait chuté. Excellente information pour les distributeurs qui ont alors utilisé ces résultats pour expliquer que si les Suisses consommaient moins de vin local, c'était parce qu'il était trop cher en comparaison au vin importé. Ils ont donc demandé aux vignerons de déclasser certains vins de catégorie I vers la catégorie II afin de répondre à la demande des consommateurs pour du vin meilleur marché. Le prix des vins de catégorie II, malgré une hypothétique demande en progression, ne serait pas augmenté. Seul un produit brut à l'hectare similaire à celui d'avant le déclassement devait pouvoir être assuré au producteur par les acheteurs. Ce qui se résume à dire qu'on travaille plus, on épuise sa vigne tout en gagnant moins à l'heure... Mais le clou de l'histoire est ailleurs. Il fallait lire les textes écrits en petits caractères dans les statistiques. En effet, les chiffres concernant la baisse de la consommation ne tenaient pas compte des ventes effectuées en direct par les vignerons encaveurs sur leur domaine. Quand on sait, à titre d'exemple, qu'en quelques années seulement, le nombre de producteurs vendant leur production au domaine est passé de 30 à 60 à Genève, on peut imaginer que les volumes de vins locaux écoulés par les producteurs encaveurs eux-mêmes ne sont pas quantité négligeable. Un observatoire du vin qui se base pour l'essentiel sur les chiffres fournis par les grands distributeurs, qui eux les réutilisent ensuite dans leur propre intérêt, c'est un peu biaisé...

MARCHÉ LAITIER SUISSE

BIG-M, une organisation de producteurs de lait qui s'engage...

Les panneaux «Bauern brauchen einen fairen Milchpreis», aux bords des routes et aux abords des fermes en Suisse allemande c'est eux! Eux, se sont ces producteurs réunis au sein de l'association de producteurs de lait BIG-M qui lutte pour un marché laitier rémunérateur. En allemand, BIG-M signifie «Bäuerliche Interessengruppe für Marktkampf».

L'histoire commence au printemps 2003. Un groupe d'une dizaine de producteurs de lait provenant des cantons de Zurich, Argovie et de Suisse centrale se rencontrent pour la première fois. Se sont pour la plupart des producteurs à 350'000 kg de lait. Ils font partie des «grandes entreprises» à l'échelle suisse qui ont massivement augmenté leur production ces dernières années en espérant compenser la baisse du prix du lait. Mais ils s'aperçoivent bien que cette fuite en avant dans la chute des prix n'est pas supportable à terme. Afin de stopper l'hémorragie, ils décident de se regrouper et vont rencontrer Emmi,

les grands distributeurs et l'OFAG pour parler prix et marché. Rapidement l'illusion d'une possible augmentation du prix du lait via ce canal de discussion s'estompe. Jamais ils ne percevront une quelconque volonté politique ou commerciale visant à l'augmentation du prix du lait.



Werner Locher et Martin Haab à l'AG EMB à Bruxelles.

Dès lors, les producteurs rentrent dans une dynamique plus combative et revendiquent, comme Uniterre et d'autres organisations européennes, l'arrêt des livraisons de lait. Ils fondent

l'association BIG-M le 12 juillet 2005 à Sins dans le canton d'Argovie.

Depuis cette date, BIG-M entretient des relations étroites avec les organisations européennes actives dans le mouvement international pour un prix du lait couvrant les coûts de production. L'organisation soutient le concept de la souveraineté alimentaire et adhère à l'European Milk Board. Au plan Suisse, BIG-M participe au même titre qu'Uniterre à la plateforme lait. En 2006, l'organisation lance une campagne de sensibilisation sur la problématique du prix du lait. Elle met en vente des panneaux indiquant que les producteurs ont besoin d'un prix du lait équitable. Cette action rencontre un franc succès médiatique et auprès des producteurs alémaniques. 1'000 panneaux sont écoulés. Pour la petite histoire, cette action n'est pour l'instant pas reprise par Uniterre, car elle ne mentionne pas ce qu'est le prix équitable... La jeune association BIG-M peut aujourd'hui se targuer d'avoir un noyau dur de 300 membres, une impor-

tante liste d'adresses de sympathisants et une solide réputation dans le milieu du syndicalisme laitier. Sans doute de belles perspectives d'avenir... et de collaboration avec Uniterre pour des projets futurs!

Nicolas Bezençon

**Carte signalétique
BIG-M**

Président : Martin Haab
Porte-parole : Werner Locher
Internet : www.milchstreik.ch

SITE INTERNET

Restez au courant des activités d'Uniterre dans le dossier lait en visitant également notre site internet.
Infos, liens sur des sites intéressants et communiqués de presse.
www.uniterre.ch

14 avril: 10 ans de «marché paysan»; paysans et consommateurs, bâtir un avenir!

agriculture
échanges
alimentation
initiative
contact
paysans &
consommateurs
bâtir un
avenir
alternatives
qualité
authentique
durable
engagement

conférence au grand auditoire
gymnase de Marcelin à Morges
par Mme Silvia Pérez-Vitoria
14 avril 2007 à 17h00
conférence fr.12.- et buffet payant
préparé par l'école d'agriculture



DE MORGES...
...A MARCELIN



Suivre: Morges Nord - Echichens

Agrilogie

Agrilogie Marcelin
Av. de Marcelin 29
CH-1110 Morges
www.marcelin.vd.ch

Accès à pied: 15 à 20 min
Accès en bus: Bus n°1
à 16h33 descendre à
l'arrêt de Grassey
puis 5 min à pied.

Economiste, sociologue, Silvia Pérez-Vitoria collabore à l'Ecologiste. Elle a réalisé plusieurs documentaires sur les paysans (Etats-Unis, Espagne, Mexique, Erythrée, Bolivie, Nicaragua). Elle a participé à l'ouvrage collectif: Le procès de la mondialisation (Fayard 2001) et a coordonné: Défaire le développement, refaire le monde (Parangon 2003).

Son dernier livre: Les paysans sont de retour (ACTES SUD 2005). Situés aux avant postes des grands problèmes que traverse la planète: chômage, environnement, santé, les paysans font des propositions et mettent en place des alternatives.

**Programme détaillé du
samedi 14 avril 2007**

17h Accueil, bienvenue
17h30 Pour des échanges humains et commerciaux différents!
17h50 Pourquoi en tant que consommateur je m'engage dans un comité d'agriculture contractuelle?
18h10 Regard au-delà de nos frontières: points forts du Forum «Nyéléni» sur la souveraineté alimentaire (Mali)
18h30 Pause
18h45 «Les paysans sont de retour», présentation de Mme Silvia Pérez-Vitoria
19h30 Discussion
20h00 Buffet, moment d'échanges et d'amitié



INTERNATIONAL

L'Andalousie, le modèle californien en Europe

Située à l'extrême sud de l'Europe, l'Andalousie s'étend sur presque le double de la surface de la Suisse. C'est une région bénéficiant d'un climat très doux qui possède une grande diversité de terroirs et de situations. De la zone tropicale autour de Malaga, aux sommets enneigés des Sierras, en passant par le grand bassin fluvial du Guadalquivir avec ses terres irrigables et fertiles, l'Andalousie est très riche de diversités.

Aujourd'hui, elle est surtout connue pour ses énormes surfaces de production maraîchères recouvertes de plastiques et les mauvaises conditions de travail qui y prédominent. Sa population est d'environ 7 millions d'habitants et elle détient - avec un taux de chômage de 12,2% - l'un des taux les plus élevés d'Espagne (dont la moyenne se situe à 8,3%). Ce niveau évolue néanmoins à la baisse depuis plusieurs années.

L'agriculture andalouse

Quant à l'agriculture andalouse, elle continue d'être un secteur important, fournissant un emploi sur sept en 2001. Les principales productions sont les fruits et légumes avec près de 50%, suivies par l'olive avec 22% (10% de la production mondiale), la production animale avec 13% et finalement les céréales et les grandes cultures totalisant 10%. Selon le ministère de l'agriculture, 34% du produit agricole espagnol provient d'Andalousie.

Mais comme partout, la campagne andalouse continue de se dépeupler. Ainsi, ils étaient plus de 20'000 paysans à abandonner l'agriculture en 2006. Depuis 1995 l'agriculture andalouse a perdu 40% de ses actifs. Ces chiffres se retrouvent également dans une même proportion au niveau national, mais leur impact est plus important en Andalousie qui représente 30% de la population agricole active du pays, avec près de 300'000 agriculteurs. Les problèmes du secteur des fruits et légumes, la réforme du coton et de la production sucrière, ainsi que le manque de rentabilité de la production laitière - avec en corollaire celui de l'élevage bovin et ovin - expliquent ces chiffres alarmants. Les conditions de vie en milieu rural et le revenu agricole n'étant pas attractifs, les perspectives d'avenir pour les agriculteurs et les éleveurs sont troubles. Le revenu paysan annuel est de 13'000 € alors que le revenu moyen est de 22'000 €. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'un grand problème de relève se pose.

Travailleurs agricoles

La production de fraises de la Huelva est la plus importante du monde. Pour les fraises et les framboises, un nombre total de 60'000 travailleurs immigrants, jusque là principalement d'origine roumaine, polonaise, marocaine, bulgare, équatorienne ou colombienne sont engagés temporairement pour la récolte. Au Maroc, vers la mi-janvier,

au moins 2'600 femmes journalières ont été sélectionnées sur place par les entrepreneurs. Il s'agit uniquement de mères, celles-ci étant plus promptes à retourner au pays pour retrouver leurs familles. A cette fin, elles signent un papier les engageant au retour dès la fin de la campagne de récolte. La sélection est rigoureuse, elles passent une après l'autre devant les entrepreneurs. «Les mains sont un miroir de leur personnalité et de leur origine» déclare M. Sanz, responsable «d'Asaja Huelva». Avec plus de 200'000 affiliés, Asaja est l'organisation agricole majoritaire espagnole. M. Sanz est arrivé au Maroc

couvrir les coûts de production. Cette pression sur les prix, identique à celle des autres secteurs, comme par exemple celui des légumes, pousse les producteurs vers un cycle infernal d'augmentation de la productivité, avec tous les problèmes que cela engendre. Manuel Verdier, gérant de «Freshuelva», insiste pour dénoncer l'écart scandaleux de prix entre la production et la consommation et défend la nécessité d'une intervention régulatrice des pouvoirs publics. Le marché libre atteint les limites du raisonnable et il faut rééquilibrer les rapports entre les grands distributeurs et les producteurs.

Des producteurs sous-payés

Les producteurs d'agrumes ont exprimé leur colère lors de plusieurs manifestations devant les supermarchés. En effet les prix payés aux producteurs se situent entre 0,05 pour les citrons et 0,16 cts €/kg pour les oranges alors que le consommateur paie entre 1 à 1,4 €. L'ensemble des organisations de producteurs (Asaja, Coag et Upa) insistent sur la nécessité d'un contrôle des marges de la grande distribution, des mesures de transparence, des garanties de qualité. Ils veulent un système empêchant le dumping, et la mise en application du principe de la préférence communautaire; la concurrence des importations d'agrumes du Brésil, d'Afrique du Sud ou encore des Etats-Unis ayant des effets négatifs sur le marché.

Pour l'instant, la nouvelle proposition de réforme de l'OCM (Organisation Commune du Marché) fruits et légumes qui devra être prochainement proposée au vote au Conseil des Ministres de l'UE, ne prend pas en compte la nécessité d'une réelle politique agricole, mais continue la fuite en avant sous la pression de l'OMC.

Rudi Berli



Campagne commune pour plus de transparence dans les prix.

directement depuis la Roumanie, où il effectuait une autre campagne de recrutement. Les personnes âgées, celles qui présentent un excès de poids, qui sont trop bien habillées ou qui affichent peu de conviction quant à leur volonté de retourner au pays, sont écartées. Les entrepreneurs n'engagent que des femmes parce que «ce travail nécessite des mouvements de mains délicats et sensibles». La convention d'engagement stipule qu'elles toucheront un salaire de 33 €/jour pour une durée de travail de 6h30/jour et 39 heures/semaine. C'est évidemment bien plus que le salaire d'un ouvrier agricole au Maroc, qui est à peu près de 4 €/jour.

Mais dans une perspective économique à long terme, il doit être possible d'engager des travailleurs autochtones pour ces travaux. Durant la campagne des fraises de l'année 2006, les prix à la production n'ont guère dépassé les 0.80cts d'€, ce qui ne permet pas de

Résidus nocifs

Une autre illustration de ce cycle infernal a été mise en évidence par une équipe de chercheurs de l'hôpital universitaire de Grenade. Selon l'article publié dans la revue «Placenta» du mois de novembre passé, au moins 8 substances actives, des résidus de p,p-DDE (métabolite du DDT), ainsi que d'Endosulfan et de Lindane ont été retrouvés dans 96% respectivement 77% et 74% des placentas examinés. Ces pesticides ont un effet sur le développement prénatal des bébés. Dans le cas de prises sanguines, des résidus ont également été détectés chez les hommes.

Parallèlement, à Almeria, au début du mois de février, au moins six entreprises de commercialisation de poivrons ont été mises sous scellés à la suite de détectations en Allemagne, en Hollande et ailleurs de résidus du pesticide illégal Isofem Fosmetil.

Coordination paysanne européenne: www.cpefarmers.org
 Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos COAG: www.coag.org/

Conférence publique La souveraineté alimentaire, mythe ou nécessité ?

Jeuudi 19 avril à 20h15

Organisée par
Fribourg-Solidaire

Avec: Monsieur Jacques Barras, président de UNITERRE Fribourg, Monsieur Christian Haerberli, Chef de la Division Affaires internationales et promotion des ventes à l'OFAG au DFE, Monsieur Valentin Konsana du syndicat paysan africain MAPTO et Monsieur Jean-Marc Tendon, ingénieur ETS en Technologie Alimentaire, directeur de Cogiterre et représentant de Nouvelle Planète à Fribourg

Le débat sera animé par Monsieur Roger de Diesbach, journaliste
 Lieu: Commune de Haut-Vully, salle communale, bâtiment du Lion d'Or, Route du Lac 114 à Môtier

NYELENI 2007

Forum mondial sur la souveraineté alimentaire

Le premier Forum mondial sur la souveraineté alimentaire nommé « Nyéléni 2007 » s'est tenu du 23 au 27 février au Mali. Plus de 500 participants provenant de 80 pays différents se sont retrouvés, afin d'assurer une meilleure compréhension du concept de la souveraineté alimentaire, de renforcer les alliances entre les différents groupes d'intérêts et surtout d'établir des stratégies et actions communes dans la lutte pour cette alternative politique qui est devenue aujourd'hui incontournable.

En 1996, Via Campesina (organisation qui rassemble des syndicats et autres mouvements paysans de tous les continents) a lancé le concept de souveraineté alimentaire lors du sommet mondial de l'alimentation. Si ce thème a été jusqu'à maintenant débattu essentiellement dans les milieux agricoles, ce forum démontre que le débat s'étend aujourd'hui à d'autres secteurs. La diversité des organisateurs du forum confirme cette ouverture: Via Campesina, le ROPPA (organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest), les forums des pêcheurs, les Amis de la terre, Food & Water Watch (organisation de consommateurs) et la Marche mondiale des femmes.

Chaos agricole

La situation de l'agriculture paysanne, et par conséquent de l'alimentation mondiale, atteint un tel chaos, que tous les acteurs concernés ont estimé indispensable de se réunir pour élaborer des stratégies communes. Malgré les contextes très différents d'un pays à l'autre, partout dans le monde, on retrouve l'incohérence des règles économiques qui prévalent à l'heure actuelle. Une économie gourmande en sacrifices humains, qui asservit les êtres, plutôt qu'un outil au service de l'homme contribuant au bien-être de tous.

Durant le forum, de nombreux agriculteurs, bergers et pêcheurs ont décrit leur lutte quotidienne. Pour les petits paysans l'accès aux ressources naturelles (la terre, l'eau, les semences) s'avère toujours plus difficile. En Argentine, les cultures de soja transgénique pour les agrocarburants ou l'alimentation du bétail des pays du Nord remplacent les cultures de maïs, de riz et autres productions alimentaires. De plus, dans ces monocultures, deux personnes pour mille hectares suffisent! Les paysans sont contraints à l'exode rural. Pas très loin de chez nous, en Turquie, l'eau est séquestrée par la multinationale bien connue Coca-cola. Résultat: l'eau devient une denrée toujours plus rare pour la population locale. Aux Philippines, les pêcheurs se voient interdire l'accès à leurs zones de pêches traditionnelles pour laisser la place à la pêche industrielle qui ruine des zones entières de toute vie aquatique. Au Mali, les riziculteurs se trouvent confrontés à la concurrence du riz importé de Thaïlande et du Vietnam; vendu trois fois moins cher que la production locale. Les exemples ne manquent pas. Aujourd'hui, plus de 850 millions de personnes souffrent chroniquement de la faim à des degrés

divers à travers le monde; les trois-quarts d'entre elles sont des paysans. L'objectif peu ambitieux de la FAO en 1996 était de réduire ce nombre de moitié d'ici 2015. Ce but ne sera largement pas atteint. Qui peut encore prétendre que l'économie mondiale est un modèle?

La souveraineté alimentaire, un droit qui s'impose

Pour pouvoir lutter contre cet état de fait, il faut d'abord en comprendre les causes. Les participants au forum, répartis en différents groupes de travail sont parvenus aux mêmes conclusions. Au niveau international, la banque

une industrialisation de l'agriculture comme au Nord. La deuxième, appelée le droit coutumier, correspond à un équilibre local dans la répartition des terres, les différentes productions et le mode de production. Comme on peut l'imaginer, ce dernier est de moins en moins respecté. Actuellement, face à la marchandisation de la terre, aucun outil ne permet aux agriculteurs de revendiquer l'accès à des terres exploitées depuis des générations. Dans un tel contexte, la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire est indispensable et urgente.

actions locales et la sensibilisation des populations sont incontournables pour faire changer les choses. En Afrique, 60 % de la population est analphabète. La plupart des agriculteurs ignorent les mécanismes de l'économie et ne savent pas pourquoi ils ont faim. Les actions locales permettent de leur faire comprendre la problématique et ainsi de les faire participer aux revendications. Sachant que plus de 80 % de la population de ce continent est rurale, comment ignorer le pouvoir qu'elle représente? Le forum était indispensable, tout comme d'autres rencontres futures, pour harmoniser les revendications et rester unis dans les objectifs. Alors, comme crié en cœur par 500 femmes et hommes des cinq continents à Nyéléni: l'heure de la souveraineté alimentaire est venue!

Valérie Thiébaud

Et la Suisse dans tout ça ?

Il n'a pas toujours été facile d'expliquer la situation de l'agriculture en Suisse ou plus globalement en Europe aux participants des autres continents. Souvent notre pays est perçu comme un îlot épargné par les tempêtes économiques et sociales. Comment expliquer l'endettement toujours plus conséquent de nos exploitations agricoles qui foncent vers l'industrialisation pour récolter les miettes d'un salaire? Les agriculteurs qui bientôt figureront sur la liste des espèces en voie de disparition, cela peut paraître invraisemblable... Les attentes n'étant pas toujours les mêmes au Nord et au Sud, il a fallu rappeler que l'ouverture de nos frontières aux importations n'est pas la panacée pour les pays du Sud. La souveraineté alimentaire ne s'oppose pas aux échanges, à conditions qu'ils offrent un prix rémunérateur aux producteurs. La visite du Président malien durant le forum nous a interpellés; il ne s'est pas contenté d'encourager la démarche du forum, il a surtout expliqué comment le Mali, tout comme le Venezuela, le Sénégal et le Népal, est en train d'ancrer le concept de la souveraineté alimentaire dans sa Constitution. Il est bien dommage que la Suisse ne soit pas plus innovatrice et courageuse pour proposer, elle aussi, une politique agricole «intelligente» et durable. Heureusement, les projets d'agriculture contractuelle de proximité provenant de la base font surface et s'imposent peu à peu en Suisse romande. Ils sont les prémices d'échanges différents et le début d'une réflexion pour l'agriculture de demain qui concrétise la souveraineté alimentaire.



Séance d'un groupe de travail sous l'auditorium principal.

mondiale contraint de nombreux pays à développer des cultures d'exportation afin de rembourser leur dette extérieure. Ces cultures d'exportation se font au détriment des cultures vivrières. C'est tout un savoir-faire local de production de denrées alimentaires qui disparaît, en même temps que de nombreuses variétés de semences. L'OMC et ses nombreuses tentacules que sont les accords de libre-échange réduisent les activités humaines à de simples marchandises. Des biens vitaux comme la terre et l'eau sont bradés aux multinationales. Ces dernières, toujours plus puissantes et accompagnées des lobbies industriels influencent les politiques agricoles des pays en leur faveur. La volonté des Etats s'en trouve corrompue et diverge complètement des attentes des peuples. Dans beaucoup de pays d'Afrique, ce sont deux législations qui s'opposent. La première, imposée par les pays colonisateurs, implique

Ensemble, comment lutter ?

Actuellement, Via Campesina est en train d'élaborer une convention internationale pour le droit des paysans. Dans le même ordre d'idée, les participants au forum, après de nombreux débats et échanges, en sont arrivés à l'idée que dans le combat pour la souveraineté alimentaire, les pressions collectives doivent se faire à trois échelons: international, national et local. Au niveau international, à long terme, un objectif à atteindre est de faire reconnaître le droit à la souveraineté alimentaire par l'ONU, tout comme les droits humains. Au niveau national, la pression doit se faire sur les politiques des Etats. Comme souligné par les participants agriculteurs, les politiques agricoles ou leurs réformes se font dans les hautes instances sans même daigner consulter les premiers concernés. Une politique participative est donc indispensable. Ensuite, des

POLITIQUE AGRICOLE 2011

37'500 signatures contre PA 2011

300 personnes se sont rendues à Berne le 28 février pour déposer la pétition intitulée «Halte à l'exode rural» contre la politique agricole. A une semaine des débats parlementaires sur PA 2011, Uniterre et la coopérative Longo maï souhaitent rappeler leurs points de vue aux parlementaires.

C'est par une journée à la météo incertaine que paysans et citoyens se sont rendus à Berne avec la ferme intention de déposer les 37'500 signatures récoltées contre la politique agricole. Celles et ceux qui ont participé ne l'ont pas regretté. Après être partis de la fosse aux ours avec 2'000 fermes en carton fixées sur des cordes, l'arrivée sur la place fédérale a été mémorable. La place était couverte de ces fermes qui se débattaient fièrement contre le vent et les averses. L'objectif étant bien sûr de visualiser la disparition de 2'000 exploitations par année en Suisse.

risque. Il faut alors remettre l'ouvrage sur le métier, ouvrir le débat plus largement et se contenter vraisemblablement de crédits annuels plutôt que d'un crédit cadre voté sur quatre ans. Mais c'est probablement à ce prix que nous pourrions réorienter la politique agricole. Dans le cas contraire, nous nous contentons d'une politique «à la petite semaine», plus rassurante mais aussi synonyme d'un assouplissement, où nous nous restreignons à limiter les dégâts tout en regardant disparaître nos collègues paysans.

est à rappeler que le paquet PA 2011 est constitué de plusieurs lois et que c'est donc plusieurs référendums qui sont à étudier. Celui qui pourrait rassembler le nombre le plus important de soutiens concerne la réforme du droit foncier rural. En effet, plusieurs organisations suisses allemandes ont déjà annoncé leur intention de le lancer si des modifications substantielles n'étaient pas effectuées.

Au niveau d'Uniterre les stratégies à adopter pour la suite du processus sur PA 2011 vont être abordées dans le cadre des sections et du comité directeur de



Pierre-André Tombez, Président d'Uniterre et Raymond Gétaz de Longo maï

Un travail de sensibilisation

Ce dépôt de pétition était donc le point d'orgue de plusieurs mois de sensibilisation de la population à ce que nous considérons comme une orientation erronée de la politique agricole. Pour Uniterre, ce n'est pas le rythme de la réforme qui est au coeur du problème, mais bien sa direction. Dès que l'on remet en question le fond-même de la réforme, peu d'organisations sont prêtes à nous suivre. Il est intéressant de constater, qu'après un refus sec de PA 2011 en décembre 2005 lors de la consultation, l'Union Suisse des Paysans semble s'être contentée des quelques ajustements et augmentations du crédit cadre. Il est clair que de renvoyer le projet à ses auteurs, comme le Conseil national a failli le faire, comporte un



300 personnes présentes pour s'opposer à PA 2011.

Grève de la faim

Willy Cretegnny, viticulteur genevois a annoncé le 5 mars une grève de la faim devant durer pendant les débats parlementaires sur PA 2011. Uniterre a décidé de soutenir moralement son action puisque nous partageons largement les arguments qu'il avance pour justifier cette grève. De plus, il nous paraît cohérent de soutenir les différentes actions entreprises pour dénoncer les orientations de PA 2011. Nous sommes restés en contact pendant les 10 jours de grève de la faim et nous étions avec lui le 14 mars lors des débats au national. Willy Cretegnny a profité de sa présence à Berne pour entamer les premiers contacts avec les partis politiques pour savoir si un référendum était envisageable et quel soutien il pouvait obtenir.

Référendum(s) en vue?

La PA 2011 n'ayant pas fait que des heureux, l'éventuel lancement d'un ou plusieurs référendums fait déjà débat. Il

ce printemps. Référendum(s), initiative ou alternatives, le débat est ouvert.

Au Parlement, les divergences entre les 2 chambres fédérales seront débattues en mars et en juin. Si elles sont éliminées, les ordonnances seront mises en consultation courant été. Le national empoignera le débat sur le droit foncier rural en juin.

Valentina Hemmeler



Pierre-André Tombez, s'exprime au nom d'Uniterre sur la place fédérale



Plusieurs sections d'Uniterre étaient présentes; ici la section genevoise

Elle s'appelait Nyéléni

Les organisations maliennes ont souhaité baptiser le Forum Mondial sur la souveraineté alimentaire avec un nom qui parle aux paysannes et aux paysans de leur pays. Elles ont choisi Nyéléni.

Au Mali, il y a un symbole très fort. C'est une dame qui est entrée dans l'histoire du Mali, comme étant une très grande agricultrice. Nyéléni était une fille et enfant unique, ce qui relevait de la malédiction en Afrique. Elle a nourri en elle la résolution de relever l'affront que lui faisaient les autres. C'est dans l'agriculture et les travaux de la terre qu'elle a mis toute son énergie. Elle est devenue la championne incontestée de toutes les compétitions agricoles de son village. Avec le temps, sa supériorité s'est confirmée au-delà de sa région. Sa renommée s'était construite et était respectée. Elle était devenue un mythe vivant. Selon la légende, s'est elle qui aurait domestiqué les céréales traditionnelles comme le mil. Elle est aujourd'hui un symbole de mère nourricière...de souveraineté alimentaire.

**Pré-annonce:
Assemblée générale
d'Uniterre
Jeudi 10 mai à 19h30
Région Yverdon-Les-Bains**

**AG section Uniterre-
Fribourg
La section Fribourg tiendra son
assemblée générale
le jeudi 12 avril à 20h
Au café de l'Ange
Chavannes-sous-Romont**

Mobilisations
Pour organiser plus facilement des mobilisations, petites ou grandes à court terme, nous serions heureux d'avoir à disposition l'e-mail et/ou le numéro de téléphone portable des personnes désirant être informées.

Nom:.....
Prénom:.....
Email:
Portable:

A renvoyer au secrétariat par courrier ou mail

AGRO CARBURANTS

Positionnement de la Coordination paysanne

- Les agro carburants industriels ne contribuent à résoudre ni la crise agricole, ni la crise climatique.
- Ils vont entrer en concurrence avec la production alimentaire.
- Il faut changer d'urgence les politiques agricoles, commerciales et énergétiques.
- Les exploitations agricoles peuvent contribuer positivement à infléchir la crise climatique.

Depuis plusieurs mois, le thème des agro carburants se trouve sur le devant de la scène. Les 8 et 9 mars, lors du sommet de Bruxelles sur le climat, les Européens ont fixé un quota de 10% d'agro carburants à atteindre en 2020. Ceci alors que de nombreux mouvements paysans et ONG leur avaient demandé de ne pas fixer de seuil. Quant aux Etats-Unis, ils ont signé le 9 mars un mémorandum de coopération avec le Brésil pour développer la production d'éthanol et le transfert de connaissance vers d'autres pays potentiellement producteurs de la région. Le Parlement suisse, pour sa part, a discuté de la révision de la loi sur les huiles minérales. Certains parlementaires ont demandé et obtenu que des standards écologiques et sociaux soient intégrés aux conditions pour bénéficier d'une exonération fiscale pour les carburants issus de matières premières renouvelables. A défaut de mieux, Uniterre a soutenu, avec d'autres organisations, la fixation de ces critères. C'est dans ce climat politique que la Coordination paysanne européenne (CPE) a publié une prise de position attendue par de nombreux acteurs.

Inefficacité énergétique, économique et sociale

Les agro carburants industriels sont un marché de dupes pour les agriculteurs et les citoyens. C'est en effet une erreur de produire industriellement du carburant à partir de maïs, blé, betterave ou colza. Ces agro carburants industriels de première génération issus de cultures intensives annuelles ont une efficacité énergétique très faible et des bilans médiocres concernant l'effet de serre. L'efficacité énergétique est en effet seulement:

- autour de 1 selon les modes de production pour l'éthanol de maïs, (1,00 = autant d'énergie utilisée pour le produire que d'énergie dans le produit final),
- de 1,06 pour l'éthanol de blé,
- de 1,14 pour l'éthanol de betterave,
- de 1,66 pour le diester de colza.

Ces chiffres sont de 1,35 (blé), 1,25 (betterave), 2,23 (colza) si on intègre les économies générées par l'utilisation en

alimentation animale des co-produits.

Pour l'huile de colza pure pressée à la ferme, les résultats sont meilleurs: 1,88 et 3,8¹. L'huile pure de colza pressée à la ferme a donc de meilleurs résultats, en particulier du point de vue de l'effet de serre. Seul l'éthanol de canne à sucre a des résultats énergétiques très satisfaisants. Mais l'Europe n'en produit pas. Il vaut donc mieux privilégier une meilleure autonomie énergétique des exploitations agricoles en favorisant l'huile végétale pure plutôt que des usines d'agro carburants: celles-ci ont une rentabilité énergétique et climatique très contestée, une rentabilité économique dépendant de très fortes subventions (défiscalisation), et vont favoriser les grandes exploitations au détriment de l'emploi rural. L'implantation de ces usines près de grands ports montre que la priorité sera en fait donnée à l'importation d'agro carburants tropicaux moins chers.

Le non-sens énergétique de l'orientation actuelle vient d'être confirmé par l'industrie européenne des engrais², qui prévoit une augmentation de la consommation d'engrais azotés en lien avec l'expansion des agro carburants. Rappelons que les engrais azotés représentent environ 40% de la consommation énergétique des exploitations!

Le développement de carburants de deuxième génération issus d'autres formes de biomasse (filrière ligno-cellulosique, déchets organiques) semble plus prometteur du point de vue énergétique que les cultures intensives annuelles, à condition de ne pas mettre en péril la matière organique des sols. Toutefois les volumes de carburants à en attendre ne pourront représenter qu'une part marginale des carburants que nous consommons aujourd'hui.

En concurrence avec la production alimentaire en

¹Voir étude EDEN <http://www.espoir-rural.fr/images/stories/section/agrocarburants%20%20synthese%20eden%202006.pdf>

² <http://www.efma.org/Members/Press/Press%202006/PR%20re%20Forecast%202006.pdf>

Europe et dans le monde

La seule incorporation de 5,75% d'agro carburants dans les carburants pétroliers nécessiterait 20% de la surface agricole de l'UE, on ne pourrait fournir que 30% des besoins actuels en carburants. Si l'on choisit d'importer ces produits, on déplace le problème de la concurrence avec l'alimentation dans ces pays et on maintient une grande dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur.

Au lieu de donner la priorité à la réduction des transports, les pays industrialisés développent de grands projets de production d'agro carburants dans des pays tropicaux comme la Colombie, l'Indonésie, la Malaisie, le Brésil... Cela est fait au détriment de la sécurité alimentaire des populations et de la biodiversité. Les forêts primaires de Sumatra, par exemple, sont transformées en plantations de palmiers à huile, tout à fait stériles du point de vue biodiversité³.

Il est nécessaire d'engager un large débat en Europe sur les priorités à donner à l'utilisation des terres (alimentation, urbanisation, infrastructures, énergie, réserves naturelles,...). Il faudra y inclure le fait qu'une production massive de viande, caractéristique des pays industrialisés, consomme de grandes surfaces agricoles.

Des subventions agro carburants à la place des subventions PAC actuelles?

La CPE s'interroge sur le très important lobbying agro-industriel en faveur des agro carburants, avec le soutien de la Commission Européenne. Face à la difficile légitimation de la PAC actuelle du point de vue international et social et en anticipant une forte baisse du budget agricole après 2013, ils essaient d'orienter l'opinion publique (plus sensible à la dépendance énergétique européenne qu'à la dépendance alimen-

³ Voir lettre à l'UE de nombreuses ONG- http://www.corporateurope.org/Open_Letter_EU_biofuels

taire parce que mal informée) vers la nécessité de subventionner la production et l'utilisation d'agro carburants. Cela garantirait au plus grandes exploitations et à l'industrie le maintien de fortes subventions publiques.

Les exploitations agricoles peuvent contribuer positivement à infléchir la crise climatique

Voici quelques propositions:

- En modifiant les modes de production (diminuer en priorité la consommation d'engrais azotés) vers des productions plus autonomes et plus économes en énergie.

- En adoptant des systèmes de production et des techniques culturales permettant de faire remonter les stocks de matières organiques des sols, de façon à accroître les quantités de carbone séquestré dans les sols (qui représentent le double du carbone dans l'atmosphère)

- En favorisant la production d'huile pure d'oléagineux pressée à la ferme ou localement, ainsi que la méthanisation.

- En soutenant le développement de panneaux photovoltaïques sur les toits des bâtiments agricoles.

Il faut changer les politiques agricoles et commerciales actuelles

L'urgence climatique nous impose d'abandonner la logique de la PAC actuelle et de l'OMC qui multiplie les transports, pour relocaliser l'économie, en donnant la priorité à l'efficacité, à l'emploi et à la préservation de l'environnement. C'est dans ce sens que doit aller l'UE lors du sommet du 8 et 9 mars, et non faire croire à l'illusion des agro carburants industriels.

Communiqué de la CPE,
23.02.2007

Remarque sémantique : au terme de «biocarburants» nous préférons le terme «d'agro carburant» (le pétrole aussi est un produit issu d'êtres vivants).